

Les postures critiques de l'informatisation

Thomas Lamarche*

L'objet de l'intervention est de faire le point sur la façon dont se sont développées et réorientées les formes et postures de la critique de l'informatique en général (et donc des technologies en réseau) en parallèle avec les formes de développement - diffusion de ces techniques (ce qu'on a appelé le processus d'informatisation).

Terminal et le CREIS se sont créés autour d'un discours critique marqué par un contexte sur lequel il me semble intéressant de revenir rapidement : c'est ce que je nommerai ici l'acte 1. Un certain nombre de transformations majeures ont opéré dans la société entre la fin des années 70 qui permettent de caractériser la période actuelle, l'acte 2, font apparaître différentes postures critiques. C'est en effet une première caractérisation des positions, des motifs, des rôles de la critique qui est ici visée.

Analyser l'évolution de la critique, c'est évidemment s'intéresser à notre lien à la technique (aux techniques traitant l'information, car *Terminal* ne parle pas de l'ensemble des techniques). Les formes de la critique et les positions ou postures me semblent un indicateur, un révélateur de quelques changements de notre lien à l'informatique et aux TIC ; et ainsi de la place des TIC dans la société. Je dois préciser que cette intervention introductive est très fortement redevable au travail mené sur l'évolution de *Terminal* première période (lorsque *Terminal* était publié sous forme magazine) par Aurélie Gono sous la direction de Michèle Descolonges (voir "Une première histoire de *Terminal*" dans ce numéro).

Ma contribution est aussi redevable aux membres fondateurs de *Terminal* que nous avons réunis en forum sur le thème de 25 ans d'informatisation-25 ans de critique et dont nous publions aussi les principaux extraits.

Acte 1 : les acteurs et le contexte économique et politique à la fin des années 70

Durant les années 70 apparaissent de façon visible les premiers craquements du fordisme ; et de fortes critiques des formes de la mise au travail par la machine et la science se développent. L'informatique est à ce moment conçue par les entreprises et vue par le corps social en lien avec ce qui fait le fond de l'organisation sociale : en l'occurrence une production centralisée, de masse, monopoliste avec une instrumentalisation de la technique, autant par l'État que par la grande entreprise. Le contexte politique et critique est

* *Terminal* - Université Lille 3. Courriel : thomas.lamarche@univ-lille3.fr

alors marqué par les thèmes de la prise de pouvoir de et par l'État; même si les luttes sociales ne peuvent se réduire à cette perspective. Ce n'est pas tant que l'idée de la prise de pouvoir irrigue la pensée de la technique ; c'est que le contexte est marqué par le rôle de l'État, qu'il soit moyen d'exercer le pouvoir ou source de domination et donc de rejet. La pensée critique de la technique – notamment telle qu'elle se cristallise dans *Terminal* et le CREIS – naît dans la contestation, dans le mouvement social de la fin des années 70.

La dimension critique de la technique et de l'informatique est à mettre en lien avec le rejet politisé d'un pouvoir centralisé aux mains de quelques grands groupes. Un point-clé de la critique des années 70 est le tropisme Orwellien (peur de la méga machine ; rejet du pouvoir incarné par IBM). La figure-clé est *big brother* ; notons que sous le titre de *Terminal* à l'origine est "Terminal 1984". Un des changements essentiels depuis lors est la transformation des formes du contrôle et des représentations que la société a du contrôle. Ce n'est plus tant ou plus seulement de *big brother* que vient le contrôle, mais d'une multitude de points ou d'outils diffusant des possibilités de mesure, de contrôle, de surveillance (cf. la métaphore sur le passage de *big brother* à *little sisters* proposée par Emilie Armatte dans le n° 88 de *Terminal* consacré au cybercontrôle).

Ce qui m'apparaît le plus flagrant est la vision centralisée de la société (vision très macro-sociale, macroéconomique) issue d'une phase de social-démocratie où l'État et les firmes monopolistes priment. Mais aussi issue d'une pensée marxiste bien vivante. Précisons à propos de la notion d'informatisation que je n'utilise en règle générale pratiquement pas et qui caractérise une seule composante des évolutions de ces vingt-cinq ans. Elle recouvre l'idée d'un processus construit, voulu politiquement et dirigé dans lequel la technique informatique est utilisée pour transformer la société. La référence de base, tout le monde connaît, c'est le rapport Nora-Minc.

Et c'est face à cette vision, elle-même politique que la résistance (forme particulière de la critique) s'organise. Il y a une forme d'opposition implicite entre technique et société pour reprendre le nom du CREIS. Une forme d'opposition entre la technique et le social. Bien sûr, le projet de cette critique est de lutter contre cette opposition, pour dire que la technique est sociale (dans le sens où elle prend forme de part son existence sociale). Il me semble que dans les réflexions originelles, la technique est présumée comme extérieure. Il y a une forme d'extériorité de la technique informatique et de l'outil en général.

Et c'est probablement une des réussites de ce mouvement critique que d'avoir fait évoluer la représentation de la technique. Un des axes majeurs de transformation entre cet acte 1 et cet acte 2, c'est la fin de l'opposition entre technique et social. La technique (*ie* l'informatique) est sociale, c'est du lien social et, pour ainsi dire, il n'y a plus lieu de le prouver. De ce fait, la forme de la critique évolue car si la technique est sociale, alors il n'y a plus lieu d'ériger un barrage "social" à la technique. Ne confondons pas : dire la technique est sociale, cela ne signifie pas qu'elle fait dans le social, ni que prenant forme dans une existence sociale, cela lui confère une quelconque valorisation. Penser

la technique comme composante sociale signifie que la problématique n'a de sens que dans son existence dans le corps social ; qu'un objet technique "pur", non socialisé, n'a pas de sens. On verra plus loin un prolongement de la remise en cause de l'extériorité de la technique dans l'idée que la machine et son environnement peuvent (voire doivent) être compris comme une forme continue du sujet (le sujet n'est pas indépendant de la technique et de son environnement). Ce *continuum* homme-machine-environnement montre un chemin parcouru depuis la pensée de la technique comme extérieure à la société. C'est là un des enrichissements de la fréquentation de la pensée de l'informatique avec les sciences sociales.

Un exemple : on a parlé longtemps de l'intelligence artificielle, c'est typiquement une séparation homme-machine. Une vision sans lien homme-machine qui va jusqu'au remplacement de l'un par l'autre. Il me semble qu'aujourd'hui on est plus préoccupé par une caractérisation de multiples formes de liens hommes-machines que par le remplacement.

Acte 2 : des révolutions techniques aux révolutions architecturales et organisationnelles - dépolitisation et construction scientifique de la critique

L'acte 2 peut être caractérisé par quatre constituants du changement de paradigme auquel il me semble utile d'ajouter un phénomène significatif : la montée de la technophilie.

Changement technique : en vingt-cinq ans, on assiste au passage de l'informatique centralisée à la micro-informatique. C'est un mouvement d'individualisation qui favorise l'appropriation personnelle des outils.

Changement dans le mode de production (la régulation) : les années 70 sont celles de la crise d'une société industrielle, matérielle et matérialiste à une société de services, de l'immatériel, de la connaissance. Le mode de production et les produits intègrent des composantes relationnelles structurantes. D'une part, dans la production ce sont les formes de coordination entre acteurs dans et hors de la firme qui permettent l'efficacité sur le marché, dans les entreprises et les organisations et donc la domination économique. Ce sont aussi les formes de coordination des savoirs qui permettent à des relations de coopération de s'imposer dans certains cas (le libre est l'exemple fondateur). Et d'autre part, on vend ou on échange de plus en plus de biens dont la plus-value est la composante relationnelle ou immatérielle : services en ligne, conseils, formes communicantes des produits et du packaging... tout cela est condensé dans la caractérisation d'un capitalisme cognitif, ou d'un capitalisme basé sur l'immatériel.

Changement du rapport salarial : la technique qui mettait au travail et contrôlait l'ouvrier ou plus largement le travail technique (place de la chaîne dans la structure du monde industriel) met au travail l'employé, puis l'ingénieur et enfin le cadre. Il y a une évolution des niveaux, formes et rôles de la technique dans la mise au travail. On perçoit de plus en plus fortement dans les modalités de mise au travail une recherche d'implication de la subjectivité du travail et du travailleur (et non seulement une implication de ses qualifica-

tions). Les modes d'implication du travail ne passent pas seulement par la coercition, mais de plus en plus par l'autocontrôle et la mobilisation... Cela bien-sûr tout en gardant (on verra plus loin) de forts modes de contrôle. Évolution du lien à l'État et plus généralement au pouvoir central et à la centralisation. En vingt-cinq ans il y a un retournement du référentiel politique ; une "désétatisation" de la pensée politique. Le mouvement de décentralisation – celle de 1982 ; bien plus que celle de 2003 – vient de la recherche de forme d'autonomie du local, de développement par la proximité ; la pensée informatique n'est pas exclue de cette rupture qui voit passer les réseaux centralisés et se développer des réseaux partagés ou des réseaux distribués, que l'on retrouve dans le fonctionnement d'Internet : les points du réseau communiquent entre eux sans hiérarchisation formelle.

Technophilie : les TIC sont tellement partout qu'elles ne sont plus questionnées...

Dans les vingt-cinq dernières années, les relations à l'informatique, aux terminaux et aux réseaux (en un mot aux techniques de l'information) font apparaître une technophilie montante dans la société en général et notamment dans sa frange critique. Lors du forum sur les 25 ans de *Terminal*, nous avons évoqué l'idée que "la société a digéré l'informatique" ; mais la technophilie, présente dans la société en général et dans les médias (intégrés technologiquement) en particulier autorise à retourner la phrase : n'est-ce pas l'informatique qui a digéré la société ?

En une vingtaine d'années, il semble que l'on soit sorti d'une critique radicale anti-technicienne. La peur de l'instrumentalisation de la technique a cédé le pas à d'autres peurs : peur de la panne d'une part et peur de l'attentat d'autre part. Le syndrome 11-Septembre fait accepter une montée du contrôle et de la surveillance qui montre que massivement il y a peu de crainte de l'instrumentalisation, alors même que les formes de surveillance se multiplient. L'arrivée des multiples générations de nouveaux produits a construit une figure du consommateur d'objets techniques et d'objets communicants ; les objets eux-mêmes se dotent de composantes rassurantes pour reprendre le vocabulaire marketing approprié. Deux étapes jalonnent le développement de la technophilie : la période connue sous le nom de nouvelle économie d'une part et d'autre part, la mobilisation des TIC dans le renouveau du local, du politique.

La fin de la décennie 90 est marquée par la vague de la nouvelle économie. C'est une période d'euphorie absolue qui broie les sceptiques et les réticents. Il y a alors une grande difficulté à faire face à un mythe en cours de construction. On a pu depuis, bien sûr, montrer quelle puissance d'aveuglement idéologique était en œuvre. Cela a pu redonner un certain sens critique (peut être temporaire...). Si le mythe boursier, et dans ce sens le mythe économique, (1 000 ans de croissance promis par la revue *Wired*) a vécu, par contre la puissance mythique de la technique "au secours de" reste. La période de la nouvelle économie n'a pas produit un modèle économique,

mais a contribué à la diffusion des TIC, d'Internet en particulier.

Depuis la fin (brutale en 2000) de ce mirage économique, l'euphorie s'est déplacée sur le terrain du local et du politique. Les TIC constituent un nouvel horizon pour les villes et les territoires. Elles peuvent apparaître comme le fer de lance de l'action publique décentralisée. En contrepoint d'un service public qui s'est arrêté à la téléphonie, les collectivités (régions notamment) dynamisent leur image et leur action par des politiques actives et variées d'accès aux TIC (souvent limitées celui d'Internet).

En lien plus ou moins direct avec cela, les TIC soulèvent une autre utopie, celle de pouvoir renouveler la démocratie avec différents avatars : le mirage du vote électronique pour lutter contre l'abstention ; les formes participatives médiées par la technique. Dans ce dernier aspect se trouve tout un vivier d'actions très variées qui vont des simples politiques de valorisation par la technique aux projets de démocratie participative (à Brest par exemple qui est en quelque sorte le Parthenay de ce début de siècle).

Durant ces vingt-cinq années, un long, lent, mais incontestable mouvement d'appropriation des TIC (côté téléphonie et côté informatique avec en plus un développement de la consommation de produits audiovisuels). On peut évoquer l'appropriation ou l'insertion dans les pratiques courantes quotidiennes ou encore la domestication ; autant de termes qui recouvrent différentes modalités de relation à la technique. Cette domestication de quelques-unes des TIC (mobile, traitement de texte, voire Internet) a pour effet d'intégrer globalement les TIC dans une sphère familière ; l'usage social rompt l'hétéronomie de la technique.

L'assouvissement du désir de lien et de désirs communautaires et relationnels par les ou des TIC éloigne le spectre de la technique totalitaire ou déshumanisante... Et c'est même parce que chacun (ou presque) peut s'approprier des moyens de communication (le phénomène du portable est significatif) que le système technique de la communication n'est pas perçu comme potentiellement totalitaire. Le totalitarisme est ailleurs, c'est l'autre ; ce n'est pas mon PC ou mon portable. Ce que l'on voit paraît inoffensif car familier. Et à l'idée que les TIC peuvent être déshumanisante répond la réalité du flux de lien : même le SMS renforce le lien social et participe à un mode de relation type *cocoon*. L'absence de rupture que permettent les techniques mobiles (toujours joignable !) montre à quel point l'outil technique et le réseau peuvent prendre une forme sociale et relationnelle. Mais bien sûr, il reste nombre de techno-méfiants ou techno-réticents...

La critique, ou plutôt les chemins multiples de la critique

Les formes de la critique de l'informatique et de l'informatisation ont évolué. Je propose ici de caractériser différentes modalités d'exercice de la critique. Il s'agit de postures critiques qui ne s'excluent pas, dans le sens où un même acteur peut tour à tour prendre différentes postures. À travers cette première esquisse de typologie, il s'agit de montrer que si la critique sociale telle qu'elle apparaît comme fondatrice dans les années 70 s'est atténuée, en

revanche, d'autres modalités de critique se sont construites et ont, en quelque sorte, pris le relais. Les différentes formes de la critique sociale et leur position dans la coproduction ou la cogestion des institutions, des règles, des normes d'usage correspondent à l'insertion-récupération de la critique artiste que caractérisent Boltanski et Chiapello dans *Le nouvel esprit du capitalisme*. Le nouveau régime qui se structure sur les décombres du fordisme mobilise des figures et des positions critiques.

Première posture :

e-critique consumériste coproducteur, de militant à expert

Le glissement vers l'expertise semble être un point clé de l'évolution de la critique liée à la technicisation du débat et de l'action. Selon son point de vue, l'observateur pourra préférer parler de maturation de la critique qui s'engage par l'expertise ; ou d'institutionnalisation de celui qui participe à l'édification des règles... voire de discrédit de la critique rachetée par le système. Néanmoins, les formes de l'expertise sont elles-mêmes multiples. Une des formes de l'expertise se construit en lien à la montée du consumérisme informatique – communicationnel – technologique.

Nombre d'acteurs de la critique jouent un rôle pour ainsi dire de coproducteur des formes institutionnelles ou réglementaires. Cela à l'image de la place prise par les ONG et la société civile comme acteur politique. La critique va pouvoir s'associer – être associée, chercher à être consultée – à la gestion de la machinerie. Ce faisant, les plus réfractaires pourront montrer que l'action justifie ainsi globalement l'édifice. Nous sommes ici dans la posture de la cogestion que connaissent les syndicats ou les ONG parfois appelées par quelque institutions internationales à jouer un rôle de caution. C'est le syndrome des Lois Auroux de 1982 qui, en généralisant et instituant des moments et des formes pour la négociation, ont participé à la transformation du rapport de force en un système légal, en une forme habituelle. Ce que certains penseront comme une forme mature d'apaisement et de codécision tandis que d'autres y verront le déclin d'une ancienne forme de lutte syndicale.

Un exemple récent de cette institutionnalisation de l'expertise est la lutte contre la fracture numérique. Est-ce un combat politique ou consumériste ? L'action du politique et d'associatifs se présente comme un discours critique sur l'accès, sur les inégalités qui s'inscrivent dans une coproduction. L'idée d'un déplacement de l'action politique vers une forme de consumérisme peut ici être mobilisée. La posture critique consumériste place la critique en position d'acteur de la diffusion des techniques et valide ainsi la place centrale donnée au consommateur de biens électroniques communicants. Distinguons cependant d'une part le rôle de coproducteur des formes institutionnelles et réglementaires qui est assez directement politique et s'inscrit en continuité avec les formes d'opposition qui caractérisent les années 70, et d'autre part le rôle de coproduction des outils et des techniques. En effet, la position du consommateur de biens informationnels mérite d'être reconsidérée dans le cadre de la transformation des positions de consommateurs et de producteurs dans les fonctionnements en réseau.

Deuxième posture :

l'activiste coproducteur-coauteur de ses outils

Cette deuxième posture correspond à un changement dans la nature même de l'action politique concernant informatique et technologie de l'information. D'une critique politique parfois de tendance marxiste, on passe à des formes de construction d'une informatique alternative. Il s'agit d'un passage de la réflexion et du mouvement social critique à une posture qui consiste à mettre en œuvre et s'appropriier les techniques. Ceci peut être considéré comme une filiation du mouvement communautaire ou encore autogestionnaire.

Dès la fin des années 70, cette question de l'alternative, typique de cette époque, est présente. Mais au début, il s'agit de contrer les projets centralisateurs comme ceux d'IBM... La pensée politique est marquée par une peur du totalitarisme (celui d'IBM – HAL) ou de l'État (fond de pensée libertaire). Les changements de fond sont l'informatique personnelle, puis Internet, puis le libre. Et cela avec un aspect fondamental : pendant que les économies entraînent dans une nouvelle phase de mondialisation, la résistance ou la construction d'alternatives se mondialisait.

Un premier point de fond : la critique devient coproductrice de la technique et non – ou non seulement – force d'opposition ou de résistance. D'une pensée d'opposition, une part de la critique est passée à une prise en charge de la question technique qui peut s'apparenter à une coproduction. Ce mouvement d'appropriation sociale de l'outil va jusqu'au code source. L'appropriation sociale s'oppose franchement aux formes de l'appropriation juridique. Ce que l'on ne voyait pas vraiment se dessiner, mais qui était en germe, c'était la possibilité de construire un monde informationnel, rivalisant avec le monde marchand, mais inséré dans ce monde. Pour le savoir c'est la lutte entre le gratuit et ouvert, et le réservé et payant. Pour le système technique lui-même, c'est le logiciel libre. L'alternative se base sur des formes de mutualisation et de coopération.

La critique comme la construction d'une alternative ne s'apparente pas nécessairement à une forme d'alternative globale, bien que les positions varient sur ce point. Le monde du libre ne tente pas massivement de supplanter le monde du payant. André Gorz parle de "l'anarcho-communisme" du libre dont la "pratique est le programme". C'est l'agir qui est en pointe, qui tire la réflexion. Cette face de la critique prend les choses en main. Elle est en phase avec ce qui se structurera dans la sphère de l'altermondialisation : un autre monde est possible, construisons-le. À cette figure constructive de l'alternative doit être ajoutée la figure résistante du hacker (téléchargement, incursion sur site protégé...) qui allie piraterie et fronde libertaire.

Deux idéaux de 68 sont peut-être à revisiter après passage de la moulinette libérale. Ces deux composantes essentielles de l'alternative sont la gratuité (P to P comme modèle décentralisé) et le travail en communauté. Ces deux composantes forment un enjeu majeur. Le gratuit et le *copyleft* (i.e. sans droit de propriété) sont des axes essentiels de résistance au capitalisme du savoir. En effet, ce capitalisme est patrimonial par excellence. La domination industrielle se fait par captation et appropriation de connaissances qui se cristallisent et s'ac-

cumulent par un système de brevet (protection du savoir), de marque (protection de symbole de la domination psychologique et affective du consommateur) et de propriété intellectuelle (droit sur les productions artistiques). Par opposition la logique du gratuit pour le logiciel, mais aussi pour l'échange de fichiers, place l'internaute en acteur et rejette les formes d'appropriation. La communauté, dans ou hors du système marchand (cf. communautés d'avocats d'affaire ou les communautés scientifiques), se constituent en forme d'organisation du travail non-hiérarchique et heurte les systèmes de contrôle de la grande entreprise ou de la bureaucratie (voir sur ce sujet les travaux sur les communautés épistémiques).

Troisième posture :

du critique alerteur, fonction tribunitienne de la critique

La troisième atteste de la présence d'une forme de distance critique, de dénonciation, de veille juridique dont la motivation est notamment la protection des libertés publiques. La posture précédente s'insère dans une co-production du système technique, quitte à se situer aux marges du système ou en rupture. Pourtant, les TIC (ou l'informatique, dans le sens technique de l'information) restent un outil de contrôle social. De ce point de vue, la question de fond est inchangée sur ces vingt-cinq ans : qu'en est-il du contrôle social "intermédié" par la technique ? L'informatique est utilisée comme une technologie de contrôle autant par la puissance publique que par les employeurs avec certaines évolutions mais une réelle continuité.

D'un contrôle centralisé omniprésent (SAFARI, GAMIN, etc.), on est passé à différentes formes ou niveaux de contrôle qui ne font pas disparaître le risque du *big brother*, mais coexistent. Les projets étatiques de constitution de méta fichiers sont toujours présents (cf. le dossier médical informatisé, la Loi sur la sécurité informatique-LSI, la Loi sur la sécurité quotidienne-LSQ, la Loi sur l'économie numérique-LEN) avec deux vertus accordées à l'informatisation qui sont deux fantasmes partagés par les pouvoirs :

- Le fichier permet de réaliser des économies, car tout est contrôlé et la technique simplifie les procédures. C'est une composante essentielle du plan de sauvetage de la Sécurité sociale proposé par Philippe Douste Blazy.

- Le fichier permet d'identifier les menaces (toutes les menaces). C'est un outil scientifique qui permet de tout savoir (cf. les contrôles à l'entrée du territoire américain actuellement présentés comme le moyen de tracer les terroristes). Cependant, les formes de contrôle se sont diversifiées et étendues au profit d'une surveillance mutuelle, d'une part, et de formes d'auto-contrôle social, d'autre part. Chacun peut être auxiliaire de police, accéder à des sources de surveillance, dès le regard porté sur la facture téléphonique détaillée, la liste des mots-clé utilisés dans le moteur de recherche de l'ordinateur. Il ne s'agit pas de modes de contrôle intentionnels, ni de système organisé, dans la sphère familiale comme dans la sphère professionnelle. Les informations collectées pour différents motifs (facturation, mémoire pour la navigation Internet...) construisent autant de traces qui mettent en lumière les actions individuelles et réduisent la part d'intimité des utilisateurs. À cela

s'ajoutent des formes de regards ou de surveillance exercées sur des composantes émotionnelles (intérêt porté à la subjectivité et aux émotions des travailleurs au contact des clients par exemple).

Dans le monde professionnel, la technophilie évoquée précédemment associée au chômage de masse fait intérioriser des nouvelles formes d'exercice du pouvoir, de la surveillance et de la mesure. Le développement de systèmes techniques de contrôle du travail est marquant, notamment en ce qui concerne le travail immatériel et intellectuel. À l'emprise physique de la chaîne fordienne – rejet de l'asservissement du travailleur ouvrier comme figure centrale de la politisation des années 68-80 – succède une emprise sur la subjectivité du travailleur. La mise au travail ne se base pas seulement sur le temps de travail, mais plus largement sur l'implication personnelle subjective au travail : sourire des télétravailleurs, capacité à utiliser des composantes non professionnelles (réseau, attitude, culture).

Cette troisième posture critique, posture tribunitienne, repose sur une forme d'expertise sur des thématiques complexes et techniques, notamment sur le point juridique. Cela se traduit par une scientificité du travail syndical. Le développement de la composante réflexion-expertise n'est pas spécifique aux questions de technologie, on trouve aussi cela sur les questions de travail, d'éducation, de privatisation des services publics... Cette expertise des syndicats et des mouvements sociaux constitue une autre posture que la posture consumériste évoquée précédemment. La posture d'expert se trouve mobilisée dans une perspective d'évaluation. C'est cependant plus un expert consultant qui trouve ainsi sa place qu'un expert militant ; sa position n'est pas critique. Cela suppose une place un peu décalée dans une typologie de la critique... Le consultant n'est pas en soit critique, mais les liens entre consultance et positions scientifiques sont multiples.

*Quatrième posture :
l'enseignant critique*

Nul besoin de développer ce point essentiel qui est la posture du CREIS notamment. La fin des années 70 en France est le moment de la construction d'enseignements *informatique et société* ; il s'agit d'apporter dans l'informatique une réflexion sur l'usage et l'insertion des technologies, en filiation avec le *social informatics* qui existe déjà aux États-Unis. C'est à partir de cette période que l'on trouve un travail de formation des informaticiens, intégrant une réflexion sur le rôle ou la position sociale de l'informatique.

*Cinquième posture :
du critique scientifique*

L'évolution de la pensée scientifique des TIC peut se remarquer dans le lien de certains avec le titre du colloque *25 ans de contrôle*. C'est déjà une prise de position, et c'est un des thèmes constitutifs de *Terminal* et du CREIS. Le titre est symptomatique d'une histoire que l'on peut qualifier de tribunitienne. Il y a une part de dénonciation. Mais à regarder l'évolution des regards sur la technique, sur les objets techniques, sur ce que la société et les gens font avec

la technique, et notamment à regarder le colloque CREIS-*Terminal* de juin 2004, une autre posture semble s'être construite, souvent en lien avec une ou plusieurs autres des postures d'ailleurs, c'est une posture scientifique. La place des sciences sociales et humaines qui s'intéressent à la technique s'est renforcée. Ainsi titrer sur *25 ans de la critique de l'informatisation*, c'est acter que l'informatisation est moins strictement affaire d'informaticien. C'est d'ailleurs l'une des raisons d'être d'*Informatique et société*.

Les pensées scientifiques sur les TIC au sens large ont pour objet quelque chose comme le dévoilement : la science n'est pas là pour dénoncer, mais montrer ce qui est. Dans ce sens, il y a une évolution scientifique de la critique. Elle est présente dans la coupure de 1995 dans la publication de *Terminal*. La construction d'une réflexion scientifique en lien avec le mouvement social demande un positionnement distinct : on sort alors d'une posture tribunitienne stricte pour participer à la construction d'une réflexion scientifique qui n'est pas dégagée de posture critique.

Une tendance forte de l'évolution de la pensée critique va donc vers une critique scientifique. Le ressort de la pensée n'est plus essentiellement politique – lutter contre le pouvoir, les instrumentalisation de la technique – mais une position critique scientifique qui se construit. La montée des sciences de l'information et de la communication (SIC) est un indice indéniable de l'évolution de la critique. Le passage entre l'acte 1 à la fin des années 70 et l'acte 2 est constitutif de la construction des sciences de l'infocom. La place des infocoms dans la production scientifique est à l'évidence croissante, le colloque de juin en est un des signes. La critique de ce point de vue est dépolitisée (ou non politisé *per se*) et se construit un argumentaire scientifique, la critique d'une société de communication fait évoluer la pensée des TIC sans entrer directement sur la dimension politique.

Les SIC ne se situent pas non plus dans le positionnement expert, mais produisent un champ disciplinaire nouveau. Si la place des sciences de l'information et de la communication est centrale dans le champ scientifique, la construction d'un discours scientifique sur l'informatique et les TIC provient d'une base plus large encore. La sociologie, les sciences politiques, l'économie, la géographie, le droit... un ensemble de chercheurs et de réseaux se sont engagés dans la compréhension de ce qui se joue. Le point commun est notamment dans une interdisciplinarité qui est certes caractéristique de l'infocom, mais que l'on retrouve dans de nombreuses contributions scientifiques. Ainsi au-delà de la position de dénonciation sur vingt-cinq ans de contrôle, il s'agit de participer à l'élaboration d'une construction scientifique.

Ces quelques réflexions sur les formes de la critique et les évolutions scientifiques montrent, pour conclure, tout le bien fondé d'un colloque scientifique et d'une revue avec des positions analytiques fortes. ■